

LA ROCHELLE - UNIVERSITE D'ETE
Benoît HAMON
Éléments de réflexion

Le 22 septembre, nous devons emmener le courant sur une position la plus homogène possible. Mais pour cela, il faut l'aider dans ses choix. Sans sous-estimer la dimension affective, presque sentimentale, d'une élection présidentielle, les espérances qu'elle soulève et les passions qu'elle anime comme nulle autre, nous avons la responsabilité de rationaliser le plus possible le choix du candidat.

Les combats du NPS et de Nouveau Monde depuis plus de 4 ans, les analyses comme les réponses qu'ils ont durablement inscrites dans le débat politique et le projet socialiste, doivent fixer naturellement le cadre général de notre choix. Ce bloc de convictions nous est indispensable au moment de choisir un candidat mais il a besoin d'être complété par d'autres critères.

Poser la question c'est déjà y répondre objecteront les plus méfiants. Pourtant, il est nécessaire entre nous de dire quels sont ces critères objectifs et d'importance équivalente à partir desquels choisir le meilleur candidat pour gagner et pour gouverner à gauche.

J'en distingue quatre principaux :

1. **la fidélité à l'équilibre du projet.** Le projet des socialistes servira de référence à tous les prétendants. Mais selon que l'on hiérarchise les priorités de telle ou telle manière, ce projet peut accoucher de desseins bien différents. Selon que l'on consacre « nos audaces » à faire bouger telle ligne plutôt que telle autre, ce projet n'a ni le même écho médiatique ni le même retentissement électoral. En clair, l'interprétation du projet peut donner lieu à des partitions politiques distinctes voire opposées. La lutte contre la violence est un chapitre du projet mais s'il devait être le thème central de la campagne des socialistes, l'équilibre du projet serait rompu. De la même manière la « question sociale » ne saurait résumer la réponse des socialistes à l'ensemble des problèmes des français. Le projet des socialistes tente une réponse politique globale (même imparfaite) à la somme des demandes sociales exprimées depuis 5 ans. Des leçons du 21 avril à celles du « non » au référendum, des émeutes dans les banlieues ou

plus près de nous du CPE, nous avons conclu la nécessité d'une lutte déterminée contre les inégalités par une nouvelle répartition des richesses produites. Cela signifie en tout premier lieu que les socialistes reconnaissent la dette économique et sociale du système capitaliste à l'égard des forces productives et de la société toute entière. Pour ne prendre que l'exemple des salariés, respecter l'équilibre du projet c'est en l'espèce, dire que nous voulons rendre aux salariés la part de la richesse produite qui leur est due avant de solliciter d'eux de nouveaux sacrifices, efforts d'adaptation et contributions supplémentaires au nom de la modernisation de l'économie française. Il nous revient donc de déterminer quel est le discours le plus fidèle à l'équilibre du projet, même si cet équilibre reste lui-même en deçà de nos souhaits initiaux. L'idée n'est pas tant de choisir le candidat qui porte la totalité de ce que nous pensons, mais celui qui est en capacité d'intégrer dans son expression comme son futur agenda au pouvoir, des positions qui n'étaient pas siennes au point de départ.

2. **la capacité à rassembler la gauche.** Nous avons besoin du rassemblement de la gauche, pour gagner et pour gouverner. Dans ce domaine, il faudra juger une volonté d'abord. Le rassemblement de la gauche a toujours été un parcours d'obstacle. Il présume les concessions indispensables à la représentation de chacun au Parlement et la volonté réelle d'établir un contrat de gouvernement fondé sur un programme commun. S'il suppose la clarté des convictions et la fermeté des principes, il appelle l'absence d'hégémonisme et le refus des exclusives. Il faudra aussi juger à quelle architecture de la gauche, chaque prétendant fait référence. Il faudra évaluer le périmètre politique du rassemblement que chacun propose et la nature du compromis politique qu'il induit. Le rassemblement de la gauche, c'est aussi une relation au mouvement social qui doit éviter deux écueils bien distincts:
 - l'abandon par le politique du terrain économique et social sous la forme d'une délégation complète de pouvoir à la négociation collective.
 - le mépris de la démocratie sociale par l'instrumentalisation du mouvement social et le rejet de la négociation.Nous devons donc apprécier la maturité des intentions des candidats dans leur volonté réelle de partager le pouvoir avec le reste de la gauche dans ses composantes politiques et sociales.
3. **la capacité à jouer collectif.** Il faut entendre par là, la capacité du candidat(e) à inscrire ses choix politiques et stratégiques dans une

réflexion et une action collectives. Dans le passé, la gauche a failli dans l'exercice du pouvoir. Elle a été jugée sévèrement par les Français sur une pratique présidentielle qui ne la distinguait pas suffisamment de la droite. Nous voulons la rupture avec la personnalisation excessive du débat politique. Nous voulons une nouvelle République incarnée par des hommes et femmes qui inscrivent leur action dans la recherche d'un dialogue démocratique et social permanent et la mise en œuvre de la responsabilité politique. Ce troisième critère encourage aussi l'évaluation d'un tempérament et d'une méthode de travail. Il analyse le rôle joué par l'image dans les choix politiques des candidats. Il évalue la place de la démocratie d'opinion dans l'inspiration du discours politique. Nous voulons un ou une Chef de l'Etat qui respecte le parti et en accepte l'autonomie par rapport au gouvernement, indispensable à la crédibilité et à la vitalité de sa réflexion. Une gauche durable passe aussi par un Parti socialiste réellement autonome du pouvoir politique gouvernemental. Sur ce critère, l'attitude du candidat éclaire l'attitude du futur(e) chef de l'Etat.

4. **la popularité.** Ce ressort est complexe. Il reste incontournable. On ne va pas à la bataille avec un candidat impopulaire. La popularité de Ségolène Royal est un atout. Elle montre que la victoire n'est pas promise à Sarkozy et qu'un candidat socialiste a des chances tangibles de l'emporter. Il faut ensuite se souvenir des précautions élémentaires à observer vis-à-vis des enquêtes électorales :
- a- L'éloignement actuel de l'opinion vis-à-vis de la « classe politique » augmente la fragilité des enquêtes de popularité. L'instabilité est d'autant plus forte que les mesures se basent sur des appréciations génériques et assez floues : notions de confiance ou pas, de jugements favorables ou défavorables. La fragilité de ces mesures augmente encore en campagne électorale, qui reste un formidable accélérateur de popularité ou d'impopularité. La campagne 1995 illustre le phénomène. Edouard Balladur, à 65% d'opinions favorables en janvier 1995, est tombé sous les 50% au moment de l'élection. Symétriquement, Jacques Chirac, largement impopulaire en fin d'année 1994 (35%), retrouvait au fil de la campagne le soutien d'une large majorité de Français (60% au moment de l'élection). Idem pour Lionel Jospin, qui confirme la règle selon laquelle le candidat investi progresse presque mécaniquement en popularité : sous les 25% en moyenne durant 1994, sa cote décolle à partir de son investiture : 42% en février 1995, 56% en mars, 58% au moment de l'élection.

b- Il faut également être attentif au fait qu'une bonne popularité n'a jamais garanti une performance électorale ; en avril 2002, les cotes de confiance de Jacques Chirac et Lionel Jospin culminaient à 60%, quand Jean-Marie Le Pen n'était qu'à 16%. La qualification du leader frontiste pour le second tour a aussi montré à quel point l'électorat arrête son choix de plus en plus tardivement. Sa progression dans les intentions de vote n'a été observée qu'en toute fin de campagne. Et à la veille de l'élection, un électeur sur trois se réservait encore le droit de changer d'avis (source Ipsos).

c- Plus on est loin de l'échéance et plus l'opinion fonde sa confiance sur des données différentes de celles qui seront prises en compte au moment du choix, charisme et stature du candidat, d'une part, avantage direct et personnel retiré de son élection d'autre part. A six mois du scrutin, ni les mesures de popularité, ni surtout les intentions de vote, ne reflètent un rapport de force sur les critères qui arrêteront le choix. La campagne électorale a toujours joué son rôle, et fourni son lot de rebondissements.

Ces quatre critères ne dessinent pas immédiatement - au regard des expressions connues- le portrait du candidat idéal. Ils me semblent cependant utiles pour préparer un choix collectif, celui du NPS, dont chacun reconnaît qu'il sera déterminant dans la sélection de la personnalité socialiste, celui ou celle qui devra non seulement être soutenue par les classes populaires mais être ensuite le représentant actif de leurs intérêts.

Le 23 Août 2006
Benoît Hamon